

Politique économique

M. McRae: Il est évident que nous ne pouvons pas résoudre le problème du chômage simplement en injectant plus d'argent dans l'économie, en réduisant les impôts et ainsi de suite. Je l'affirme parce que le taux de chômage désaisonnalisé chez les hommes de plus de 24 ans en Alberta est de moins de 3 p. 100; on ne peut guère faire mieux. Comparons avec le taux de chômeurs de moins de 25 ans à Terre-Neuve, soit 28 p. 100. Par conséquent, je le répète, nous faisons face à un grave problème de structure et nous ne devons pas l'oublier si nous voulons résoudre certaines des difficultés qu'éprouvent les régions. Selon moi, il faudra peut-être élaborer des politiques monétaires régionales si nous voulons résoudre certains de ces problèmes.

Je voulais énumérer un grand nombre de mesures que nous pourrions prendre mais malheureusement, je n'en ai pas le temps. J'espère que nous ne terminerons pas le débat en pensant que des mesures simples suffiront pour résoudre le problème et que nous pouvons nous en tenir à ce que nous avons toujours fait par le passé. Pour résoudre le problème du chômage, il faudra revenir sur certaines motions de micro et de macroéconomie. Si nous voulons prendre des mesures positives, nous devons comprendre non seulement le fonctionnement général de notre propre économie, mais aussi le fonctionnement de l'économie mondiale. C'est seulement alors que nous pourrions prendre des mesures positives.

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur l'Orateur, je voudrais profiter de l'occasion qui m'est offerte pour faire quelques remarques sur cette motion que je considère très à point, compte tenu de la situation qui existe par les temps qui courent. Statistique Canada nous faisait part de cette situation que je considère, et je ne suis pas le seul, catastrophique ou alarmante. Comme on le disait hier dans un journal, le nombre de chômeurs prend des proportions alarmantes dans le Grand Montréal.

Cette motion que je trouve à propos, monsieur l'Orateur, doit nous permettre d'inciter le gouvernement à prendre de nouvelles initiatives. Elle nous permet également de connaître les initiatives du gouvernement, dont les efforts ont été nettement insuffisants, et cela depuis près de dix ans. Il n'y a pas tellement longtemps je déplorais une augmentation du nombre de chômeurs, lequel en 1968, lorsque le gouvernement avait pris le pouvoir avec le premier ministre actuel, était au nombre de 168,000 chômeurs, et nous sommes rendus à près d'un million de chômeurs.

Mon préopinait disait que ce n'était pas nécessairement un échec. Je ne sais pas ce que c'est un échec dans son esprit, si de 168,000 à un million de chômeurs, il considère qu'il peut dire à la Chambre sans gêne que ce n'est pas un échec. Moi, monsieur l'Orateur, je trouve que c'est une faillite lamentable, une faillite qui coûte cher, qui fait très mal aux Canadiens.

Je voudrais faire quelques remarques, monsieur l'Orateur. Tous les Québécois qui siègent à la Chambre savent que la population a augmenté dans la province de Québec. Elle est inquiète, bien sûr, de l'avenir du Québec, inquiète de la situation du Canada. Et pourquoi, monsieur l'Orateur? On trouvera beaucoup de raisons, on tentera de justifier nos insuccès. Il n'en demeure pas moins que, sur le chômage, on a eu d'autres discussions, on en aura d'autres d'ailleurs, et on ne

manquera certainement pas l'occasion de discuter de tous les sujets qui préoccupent les Canadiens, particulièrement ceux du Québec.

Je viens de cette province. Je connais ses difficultés en ce qui a trait au chômage. Ailleurs aussi il y a beaucoup de chômage. On se demandera pourquoi la situation est telle au Québec.

● (2040)

On se demandera pourquoi les Québécois n'ont pas tendance à faire confiance et à vouloir donner une confiance illimitée au gouvernement actuel par les temps qui courent. Encore une fois, monsieur l'Orateur, on trouvera mille et une raisons sauf les véritables, et on ira même jusqu'à accuser la Société Radio-Canada d'être responsable de cette faillite économique que nous connaissons. Pourtant je ne crois pas que la Société Radio-Canada eut à faire quelque chose sur la situation du chômage en particulier. Mais encore là, on trouvera des bous émissaires pour justifier la position du gouvernement actuel.

Au Québec, monsieur l'Orateur, et je pourrais commencer par ma circonscription, il y a également des problèmes de chômage. Cela frise les 10 p. 100. Dans d'autres régions cela va jusqu'à 20 p. 100, 22 p. 100. La circonscription de Témiscamingue, que j'ai eu récemment l'occasion de visiter, semble très inquiète de l'absence de politique dans une région qui s'appelle le Nord du Québec laquelle, à mon avis, a le droit, comme toutes les autres régions du Québec, à des injections économiques, qui lui permettraient de faire sa vie pour les gens qui y vivent.

Dans ma région encore aujourd'hui, le journal de ma circonscription laisse entrevoir la fermeture d'une usine de textile, peut-être la dernière dans ma circonscription. Il y avait quand même 700 pères de famille qui y gagnaient leur vie il y a quelques années. Il en reste environ 125. Les propriétaires de cette usine ont jugé bon de la vendre il y a un an à un bon Québécois, "Joliettais" par surcroît, qui s'est engagé et qui a engagé non seulement ses énergies, mais ses capitaux. Selon le journal d'aujourd'hui, on laisse entrevoir la fermeture prochaine de cette usine, parce que le gouvernement n'a pas, en temps et lieu, appliqué les mesures nécessaires lorsqu'on parle de textile. Il y aura donc probablement encore une centaine de pères de famille en chômage d'ici quelques jours, et je pense que cela se multiplie à travers le Québec.

Les ministériels me diront, monsieur l'Orateur, que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Chrétien) a pris une décision plutôt draconienne récemment, nous ramenant aux contrôles d'importation de 1975.

Puis quand on pense que ça fait 10 ans, monsieur l'Orateur, qu'on laisse se détériorer une industrie aussi importante au Canada, d'une part, et particulièrement au Québec, compte tenu de l'importance du nombre de travailleurs dans cette industrie.

Cet après-midi, je recevais un communiqué à l'effet que le ministre de l'Industrie et du Commerce avait la ferme intention d'étudier les importations dans l'industrie de la chaussure. Eventuellement on nous présentera un rapport, dans quelques mois probablement, dans lequel on dira qu'il y a une importation qui gêne et qui embarrasse l'industrie canadienne. On nous dira cela probablement dans un mois. Depuis cinq ou six ans l'opposition réclame des mesures sévères, des mesures justes pour l'industrie canadienne. Par contre, les ministériels crieront également que le ministère de l'Expansion économique